

# api

**INFORMATIONS  
REGIONALES  
HEBDO**

n° 44 / 26 sept au 2 oct

dir. B.Lambert

**2F 50**

*rentrée des luttes de classes*



**ÇA CHIE  
DANS L'ÉCOLE**

# AMERICAN INDIAN MOUVEMENT

Samedi 16 septembre Russel Means, un leader de l'AIM a été victime pour la troisième fois d'une tentative d'assassinat à la prison de SIOUX Falls où il purge une peine de 4 ans de prison pour avoir servi de médiateur entre des accusés indiens et la Justice Fédérale.

Cela montre une fois encore la répression dont sont victimes les militants et sympathisants AIM: plus de 500 assassinats depuis Wounded Knee. Enfin Leonard Peltier "Crowdog" condamné 2 fois à la prison à vie a été relaxé en appel pour une 1ère accusation et demande la révision de l'autre procès: il est accusé d'avoir tué 2 agents du FBI.



Ce même jour un jeune indien fut assassiné par le FBI. Aucune enquête n'a été faite depuis.

C. SAIM, 12, rue L. Blum  
44000 - NANTES

Les 5-6-7 - 10- 11-12 octobre une semaine d'information et de solidarité avec l'AMERICAN INDIAN MOUVEMENT aura lieu à la Bourse du Travail avec différents films sur l'AIM et en particulier un tourné lors de la longest walk. Expositions et conférences - Programme dans le prochain numéro.

- A P L -

## NOTRE



## SANTE...

- Elle est agressée de tous cotés
- C'est quand nous perdons ce bien précieux que souvent nous en prenons conscience
- Croyons-nous que l'environnement, la pollution, ont un rapport direct avec nos maladies?
- pensons-nous que nos conditions de travail et la vie trépidante que nous menons pourraient s'améliorer et la fatigue nerveuse qui en découle être ainsi évitée?
- sommes-nous responsables de notre santé ou est-ce seulement l'affaire des professionnels?

C'est pour répondre à toutes ces questions et sensibiliser la population à ces problèmes qu'un collectif santé s'est créé sur le secteur de CLISSON.

### IL REGROUPE:

- l'association de Centre de Soins infirmiers
- les c.s.c.v. (confédération syndicale du cadre de vie) de Gétigné et de Clisson
- L'union locale CFDT
- Culture et Liberté

Dans un premier temps un programme de film sera présenté au "CONNETABLE" à Clisson les 6, et 7 octobre et les 12, 13 octobre. Réservez dès maintenant ces dates, des précisions vous seront données par la suite.

Collectif SANTE secteur de  
Clisson

# GALA DE SOUTIEN AU FRONT AUTOGESTIONNAIRE

Samedi 7 octobre

La Croix Jeannette

BOUGUENNAIS

17 h Fête des enfants  
20 h Musique avec les groupes Régionaux (La Grabotte, Noa, Ellebore, Couton-Fischer, Glen)

Buffet-Bar, participation 10 F, gratuite pour les enfants

Ce Gala est organisé pour rembourser les dettes (6000 F) du Front Autogestionnaire de la 3ème Circonscription suite à la Campagne électorale de mois de mars. Les organisateurs ont néanmoins refusé de prévoir une tête d'affiche pour laisser s'exprimer les groupes régionaux.

Le groupe DUNE nous informe que n'ayant jamais été contacté, il n'est pas question pour lui de participer au Gala malgré la présence de leur nom sur l'affiche du Gala.



# MORT A

# CREDIT



Depuis mercredi soir, JEAN CADIOT a commencé sa grève de la faim devant les bureaux du Crédit Agricole de Saint Mars La Jaille pour obtenir le financement correct qui permettrait à l'exploitation de survivre (voir APL no. 43).

Une grève de la faim, c'est toujours un peu impressionnant pour celui qui la fait et pour ceux qui viennent le soutenir. Jean Cadiot, d'ordinaire joyeux et bon vivant, et un peu pâle et crispé (on le serait à moins) mais sa détermination ne fait aucun doute. Et puis autour de la caravane flotte une atmosphère étrange: les conversations ressemblent feutrées, la porte de la caravane ne s'entrouve que pour les amis les plus proches. Comme si une menace planait à la fois parce que Jean risque sa santé et qu'on redoute confusement une intervention de propriétaires ou d'éleveurs dans une région où la droite reste vivace (cf. l'affaire de Mésanger et le tract que nous citons plus loin).

Pour y parer, une garde continue est assurée par des équipes Paysans-Travailleurs.

La grève de la faim intimide donc ceux qui voudraient manifester concrètement leur soutien. Aussi les trois premiers jours n'auront vu qu'une affluence restreinte. Pour faciliter la mobilisation et créer un Comité de Soutien, les Paysans Travailleurs ont décidé d'organiser dimanche 24 septembre une journée portes ouvertes sur la ferme des Cadiot.

Mais la grève de la faim frappe aussi les esprits. Il est bien certain que les PT ont atteint leur objectif: lever le silence autour du Crédit Agricole. La Presse locale, la Presse nationale, la télévision et la radio rendent compte de l'action. Et, en coulisses, une sorte de fièvre s'est emparée de tous, Crédit Agricole et syndicats, comme si chacun se sentait tenu d'intervenir parce que l'enjeu apparaît dramatique.

## LE CREDIT FUIT

Le Crédit Agricole se sentant accusé, évite les éclats. Dès mercredi la Caisse Locale de St. Mars La Jaille se réunissait et adoptait "une position unanime et solidaire transmise à la Caisse Régionale". Le lendemain, le

Comité des prêts de la Caisse Régionale étudiait le dossier. Fidèle à la politique du secret le président de la Caisse se contentait d'une déclaration jésuite "Le Crédit Agricole n'exclut jamais, dans les situations difficiles, le côté humain et le dossier des Cadiot ne fait pas exception à la règle"... Le Crédit Agricole mijote une solution mais ne s'agira-t-il pas de demi-mesures?

Cette semaine aura surtout mis en évidence le malaise général d'une grande partie de la paysannerie à l'égard du Crédit Agricole. Si l'on excepte la F.F.A. (Fédération Française de l'Agriculture, qui a fait distribuer un tract odieux où Cadiot est traité de "pacha de mauvaise foi incapable de gérer ses propres affaires, dévoré par la jalousie" et se conclut par "vaincre ou mourir de n'importe quelle façon" l'ensemble des organisations agricoles a fait connaître ses positions, parfois avec ambiguïté.

## le syndicat local prudent,

Ainsi le syndical local de PANNECE constate "les proportions inquiétantes de l'endettement agricole" et déplore "ses conséquences dramatiques pour des agriculteurs tels que Cadiot "dont il demande le maintien sur l'exploitation.

Mais immédiatement après le syndicat local juge "excessive" la grève de la faim et regrette qu'aucune discussion préalable n'ait eu lieu avec les PT" (ce qui est faux). Le communiqué conclut "la responsabilité" de l'action repose entièrement sur les PT (...) mais si le Crédit Agricole émettait une réponse défavorable, l'attitude du syndicat local ne serait plus la même". On ne saurait être plus prudent.

Pour sa part la FDSEA appuie la position de son syndicat local en multipliant les précautions. La FDSEA "ne porte pas de jugement sur les moyens employés" par



Jean Cadiot mais constate que ses problèmes de financement "ressemblent" à ceux d'un nombre important d'agriculteurs modernisés. Soucieuse de ne pas paraître en retrait, la FDSEA ajoute qu'"elle a invité ses délégués à regrouper les cas difficiles pour les défendre devant la Caisse Régionale de Crédit Agricole". On mesure toute l'ambiguïté de la démarche puisque la FDSEA se contente d'une dénonciation générale des problèmes de financement sans soutenir réellement Cadiot ni d'attaquer la politique ou les méthodes du Crédit Agricole. Interrogé sur sa participation au Comité de Soutien constitué dimanche, la FDSEA est restée très évasive.

Enfin, signalons que le MODEF (Mouvement de Défense des Exploitations Familiales) a adopté une position plus solidaire, mettant en cause la politique de secret du Crédit Agricole et s'engageant à faire partie du Comité de Soutien constitué dimanche 24.

Chaque organisation joue certes sa propre carte mais au delà des stratégies d'état-major, l'inquiétude sourde d'une bonne partie des agriculteurs de l'ouest à propos de la politique du Crédit Agricole s'est fait jour. Les P T peuvent se féliciter d'avoir provoqué un ensemble de dénonciations des conditions du financement de l'agriculture.

Mais il ne faut pas se leurrer il n'y a pas un front uni contre le Crédit Agricole. On peut poser quelques questions à ce propos.

Que veulent les P T? Que Jean Cadiot obtienne un financement correct de ses investissements mais au delà ils posent plusieurs revendications de fond que, par exemple, la FDSEA et le MODEF sont loin de reprendre à leur compte.

Dans un dossier spécial, ils définissent ainsi leur objectif: assurer le droit au maintien de l'emploi pour les petits et moyens paysans. De cette position découlent cinq revendications.

## LA REPRÉSENTATION SYNDICALE

Aujourd'hui chaque dossier est traité individuellement de sorte qu'aucun paysan ne peut réellement négocier un contrat avec la banque. Elle est loin l'époque du mutualisme où l'adhérent pouvait contrôler l'institution. Pour contre-balancer le poids du Crédit, une représentation collective, syndicale est indispensable.



## LA COMMUNICATION DU DOSSIER

Quand le Crédit Agricole établit le dossier de prêt d'un paysan, un ingénieur vient sur l'exploitation pour faire son enquête. Jean Cadiot: "Ils faut les voir débarquer à la ferme, regarder partout, poser des questions même sur les problèmes familiaux". L'ingénieur rend compte à ses supérieurs et ajoute son propre commentaire mais le paysan n'a pas connaissance de l'ensemble du dossier". C'est pire que la police judiciaire parce qu'on refuse la communication du dossier: on ne sait jamais ce qui est écrit dans leurs dossiers", déclare B. LAMBERT.

## L'EXPLICATION DU REFUS DE PRET

Le Crédit Agricole fait preuve d'arbitraire et ne juge pas nécessaire de motiver ses décisions. "Au moins, disent les P T, la justice bourgeoise donne les raisons de ses condamnations, ici c'est l'arbitraire le plus total".

## LE FINANCEMENT CORRECT DE L'EXPLOITATION

Le Crédit fait souvent des difficultés pour assurer la totalité du financement d'un paysan: le Crédit ne prête qu'aux riches. L'encadrement des prêts décidé par l'Etat sert de prétexte aux refus mais pourquoi les paysans en feraient-ils les frais?

## UNE CONVENTION COLLECTIVE PRET

Les salariés de l'industrie négocient des conventions collectives qui leur assurent un statut stable. Il s'agirait de faire un peu la même chose en agriculture. Par exemple, constituer un dossier collectif pour les éleveurs de génisses, excluant les cumulards mais sans limite inférieure pour les petits exploitants.

## UN NOUVEAU TYPE DE RAPPORT

Au total l'ensemble de ces revendications dessine un nouveau type de rapports avec le Crédit Agricole.

Mais la FDSEA ne partage pas cette vision. Dans son communiqué elle parle seulement "des paysans modernisés supportant les risques d'une rapide capitalisation" et attribue la détériora-

tion de la situation financière des paysans "à la baisse du prix à la production, aux charges croissantes, au resserrement du Crédit, aux calamités successives. Nulle part le Crédit Agricole n'est visé en tant que tel.

Or, à ce niveau, apparaît un problème fondamental: on ne peut, sans danger, séparer le cas de

Cadiot, paysan modernisé sur-  
endetté, de l'élaboration d'un  
statut collectif pour tous les  
paysans.

Sinon on oublie les petits  
paysans et on les condamne à la  
disparition dans l'indifférence.  
Un intense travail d'explication  
reste nécessaire pour que des  
adhérents à la FDSEA ou au MODEF  
poussent leur direction syndicale  
à l'élaboration d'un tel statut  
avancé par les P T. A l'intérieur  
même des P T on a assisté à une  
remise en cause sévère de l'idéo-  
logie du progrès, de la moderni-  
sation, de la place du travail  
dans la vie quotidienne. "On ne  
peut plus produire n'importe  
quoi à n'importe quel prix et  
vivre comme des cons" disent  
certains. Reste à proposer un  
mode de développement différent.

Enfin, quelle peut être  
l'issue de l'action entreprise?  
On peut avancer deux éléments.  
D'une part la grève de la faim  
a un peu trop personnalisé le  
problème au détriment des réveni-  
cations plus générales. On pou-  
vait concevoir que le Crédit

Agricole et la FDSEA, dans un  
souci d'apaisement, fassent tout  
pour régler discrètement l'af-  
faire.

D'autre part, il faut tenir  
compte des rapports entre le  
Crédit Agricole et l'Etat. Cer-  
tains avancent que la direction du  
Crédit Agricole ne serait pas mé-  
contente qu'une belle affaire

oblige l'Etat à desserrer l'en-  
cadrement des prêts. Près de  
60 milliards de fonds collectés  
ne sont pas affectés à l'Agricul-  
ture mais à des secteurs plus ren-  
tables. "Un peu de souplesse et  
on aura la paix dans les campag-  
nes" tel pourrait être le marché.

(à suivre)

Enquête A P L



# LES ERRATA DELIBÉ

Le correspondant de Libération  
a eu un petit problème avec sa  
rédaction parisienne pour un ar-  
ticle concernant la grève de la  
faim de Jean Cadiot. Il nous prie  
de passer le rectificatif suivant,  
publié également dans Libé de  
vendredi:

RECTIFICATIF: a propos du "Pacha  
du Bourdonnay"...

LIBERATION d'hier relatait en  
page 3, et sous ma signature  
(Jean Paul Cruse) la grève de la  
faim d'un paysan d'Ancenis contre  
le Crédit Agricole. Une série  
d'erreurs de transmission, ou de  
présentation, en altèrent quelque  
peu le contenu, et j'en suis dé-  
solé, tout spécialement pour Jean  
Cadiot qui, au tout début d'une  
grève de la faim difficile, n'a  
pas du apprécier ces quelques  
"coups de Jarnac" involontaires.

Ainsi, j'écrivais qu'un tract  
fasciste, circulant dans le coin  
dès avant hier, dénonçait Jean Ca-  
diot comme "le Pacha du Bourdon-  
nay". Cette expression, qui ne  
correspond à rien dans la réalité  
est reprise en deuxième titre de  
l'article, je ne sais pas pour-  
quoi: comme si je la reprenais à  
mon compte. En même temps, le  
texte du tract en question, dont  
je passais quelques extraits  
entre guillemets (3° colonne, en  
haut) passe presque entièrement  
sans guillemets: comme si l'au-  
teur de l'article de Libération  
reprenait à son compte des ex-  
pressions telles que: "Le Crédit

Agricole continuera-t-il à aider  
des gens semble-t-il de mauvaise  
foi?... champion anticumulard  
dévoté par la jalousie... soi-  
disant meneur incapable de gérer  
ses propres affaires" etc...  
Enfin alors que Jean Cadiot vit  
sur une exploitation qui, d'après  
les études récentes de la Coopé-  
rative (la CANA), devrait lui  
assurer, avec un financement nor-  
mal, trois ou quatre millions de  
francs par mois, le paragraphe  
de présentation (dont je ne suis  
pas l'auteur) présente Jean comme  
"un gros éleveur". Tout cela, "le  
pacha du Bourdonnay" et la suite,  
correspond, par hasard, et malen-  
contreusement, à ce que raconte  
en ce moment la FFA (Syndicat  
paysan de droite), et le Crédit  
Agricole lui-même, pour saper  
l'action de Jean, toujours en  
grève dans sa caravane.

Toutes mes excuses, donc,  
à la famille Cadiot, qui auront  
je l'espère, compris que je n'ai  
pas écrit cela, et que je ne le  
pense pas.

Jean Paul Cruse



# Affaire Guérin:

## VISITE chez le PROPRIETAIRE

Nous avons déjà relaté dans l'APL(1) le différend qui oppose Mr. et Mme. Guérin, fermiers aux Bourderies à St Herblain, avec leur propriétaire, Mr. Veillet, gros transporteur de la même localité.

Samedi 23 Septembre, le Comité de défense a décidé d'aller demander des garanties à Charles Veillet, Mr. et Mme Guérin étant disposés à quitter leur terre.

Vers 15h, une cinquantaine de personnes s'est rendue au château où demeure le propriétaire. Un bien bel endroit, remis à neuf avec de belles pelouses et de hautes grilles largement ouvertes.

Nous avons été reçu dans l'entrée du logis par la femme du propriétaire, accompagnée de sa fille. Mais point de Mr Veillet, il avait disparu.

Les gendarmes arrivaient dix minutes après nous.

On passait par là par hasard; on a vu du monde, alors on s'est arrêté." Ben voyons!

Se trouvant sans doute un peu seuls, ils ont appelé trois autres gendarmes ainsi que deux grands chefs. Ça nous faisait sept gendarmes, mais toujours pas de Veillet.

Il a fallu attendre jusqu'à 18h pour le voir apparaître. Furieux qu'il était, on avait osé rentrer chez lui.



Charles Veillet

Après discussion au cours de laquelle il s'est montré très vindicatif, il a accepté de signer l'accord présenté par le Comité de défense au nom de Mr. Guérin, et par lequel il s'engage:

- à accepter les lieux en l'état sans qu'il soit nécessaire de faire de constat, lors du départ de la famille Guérin.

- à accepter que Mr. et Mme Guérin ne lui doivent rien et que dans l'avenir aucune poursuite ne pèse sur la famille.

En outre le Comité a remis à Mr. Veillet le chiffrage des dommages causés par lui et Maître Chaumette, à la famille Guérin

depuis le début de cette affaire:

- indemnité de manque à gagner
- frais de justice
- frais d'avocat
- frais d'expert
- frais de déplacement et temps passé.
- préjudice subi.

Après un premier succès obtenu grâce au soutien apporté à la famille Guérin, le Comité de Défense reste mobilisé jusqu'à l'obtention des indemnités que Maître Chaumette et Mr. Veillet doivent à la famille Guérin.

(1) APL n°42 Enquête APL

### Rectificatif

A propos du BEZO RU HA DERO DU chez Marie-Christine Chauvun et Christophe Mabit, 17, rue Saint-Charles, 44000 - Nantes

Correspondance et commande de fiches: BEZO RU HA DERO DU chez P. Auriol, Résidence Croix Héroult, 72220 - Ecommoy

Adresses des autres points de libre consultations sur Nantes et environs:

- au siège social (en dehors des heures de travail mardi à samedi de 15h à 19h)
- maison des jeunes de la Geraudière, 81, rue des Renards, 44300. Nantes.

- S.E.P.N.B. Vallon du Stangalard 29200 - Brest

- PAILLARD, Michel, 13, rue Montcalm, 29200 - BREST (après 18 h).

- Librairie LIRE, 5, rue Albert 1 17000 - La Rochelle (10h-12h et 14h - 20h).

- BUET, marie-José, Le haut Mireloup, Le Tronchet, 35540-Miniac Morvan.

Réunion du COBA: le mardi 3 octobre à 20h 30, 26 bis, Bd. R. Schumann, Nantes.

Le Groupe Femmes Nantes Nord reprend ses réunions tous les mardis 18h 30, 41, Rte. de la Chapelle -

### Réunions

Le Comité des ex-stagiaires Barre appelle à une réunion le vendredi 29 septembre à 20h 30 au Centre Social de Malakoff. Il y sera rendu compte, par les commissions, des propositions de travail sur les ANPE et sur les quartiers dans le but de regrouper les travailleurs au chômage.

Toute proposition relative à des interventions sur les différents aspects qui résultent du chômage seront à faire lors de cette réunion.

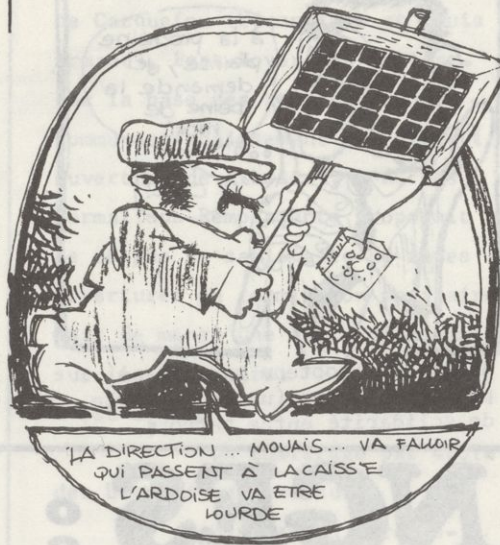
# PATRON, METTEZ CA SUR L'ARDOISE !

En grève depuis le 13 septembre les ardoisières sont, dans la région angevine, une des activités industrielles les plus anciennes. Employant 2100 salariés dont 1700 ouvriers, c'est un ensemble regroupant quatre lieux d'extraction et deux sociétés.

La première, les Ardoisières d'Angers, comprend les mines de Trélazé (dans la banlieue d'Angers ainsi que celles de Bel Air et de La Pouëze, nord ouest du département). L'autre Société, les Ardoisières d'Anjou, possède une mine à Trélazé également (Grand'maison), ainsi qu'à Misengrain. Certains des actionnaires sont d'ailleurs communs aux deux sociétés.

80 à 90.000 tonnes d'ardoises sont extraites chaque année, ce qui représente la quasi totalité de la production française, les autres bassins (Ardennes et Bretagne) ne fournissant qu'un tonnage minime.

Fait peu courant pour la région, les ardoisières bénéficient d'un taux de syndicalisation assez fort, avec une très nette prépondérance de C.G.T., si on se réfère aux résultats des dernières élections : 2/3 des voix pour la C.G.T environ 1/4 pour la C.F.D.T., les 10% restants allant à F.O.



d'un jour de congé, ainsi qu'une indemnité de départ en retraite dont les modalités de fixation n'était pas précisées.

C'est l'affichage, par la direction elle-même, du "résultat" de cette entrevue dans les ateliers qui provoquera le débrayage spontané, qui débouchera sur une grève illimitée suivie à 100 % par le personnel ouvrier.

Le lendemain, jeudi 14 Septembre, une manifestation appelée par C.G.T., C.F.D.T., F.O., rassemblait 1500 personnes devant le siège des Ardoisières d'Angers, puis à la préfecture. Le maire de Trélazé (P.C.), ainsi que plusieurs membres du conseil municipal s'étaient joints à cette manifestation.

Mardi 19, alors que l'occupation de Trélazé et de Misengrain continuait, une réunion entre les trois syndicats et les patrons devait durer toute la journée. Elle devait déboucher sur les propositions suivantes :

- augmentation correspondant à celle de l'indice INSEE (+ 3 %), plus 2 % supplémentaires.
- prime de 150 Frs (au lieu de 500), pour le rattrapage de 1977.
- 1 jour de repos payé.
- Une indemnité de départ en retraite : entre autres inconvénients, celle-ci ne serait pas, suite à son mode d'attribution, versée aux ouvriers totalisant moins de 10 ans d'ancienneté, et ne représenterait que quinze jours de salaire pour ceux ayant entre 10 et 20 ans d'ancienneté, etc...

Le mercredi matin, le résultat de la négociation était soumis à un vote à bulletins secrets à l'initiative des trois syndicats, ceux-ci ne donnant pas de consignes précises quant au vote : pratiques inhabituelles au 4<sup>e</sup> jour de grève.



## 2 PROBLÈMES A LONG TERME !

Actuellement, les ouvriers sont payés, pour la plus grande partie de leur salaire, en fonction de la tâche effectuée selon des barèmes variant avec la nature des travaux, la part fixe du salaire ne représentant que 20% de celui-ci. Le résultat le plus évident du système est que "plus on vieillit, moins on gagne". La mensualisation (mais pas n'importe laquelle), reste donc une revendication à long terme.

Autre raison d'inquiétude : la concurrence de l'ardoise espagnole, de 30 à 40 % moins chère. C'est une question d'actualité avec

l'entrée probable de l'Espagne dans la C.E.E. Pour le premier semestre 78, 72.000 tonnes d'ardoises espagnoles ont été importées, ce qui, à ce rythme, laisse prévoir le dépassement des quantités importées en 1977 (114.000 t.). D'où une menace de réduction d'heures et de fermeture de certains puits... Bien mieux, une bonne partie de l'ardoise importée d'Espagne l'est par le biais des deux sociétés ardoisières exploitant le bassin angevin. Celles-ci isent en effet sur le développement de leur secteur commercial, au détriment de l'extraction : profit oblige...

## L'ORIGINE DU CONFLIT !

De façon immédiate, le conflit a pour origine :

c'est la fin de non-recevoir de la direction quant au cahier de revendications des trois syndicats ;

Il faut également ajouter à cela la garantie des libertés syndicales remises en cause par les Directions et l'Ingénieur en chef des Ardoisières d'Angers, Marois, no-

tamment en ce qui concerne l'octroi des congés d'éducation syndicaux.

### la tuile ...

La première réunion avec la commission des Ardoisières, sur la base du cahier de revendications déposé, fut un échec : les directions ne proposant que le paiement

Le résultat du vote allait donner 898 voix pour la poursuite du mouvement, 444 contre et deux bulletins nuls, sur un total de 1344 votants. Une nouvelle rencontre avec les directions était demandée suite à ce vote, qui a le mérite, selon les syndicats, de ne pas permettre aux patrons d'ignorer ou de discuter la détermination des grévistes, qui représentent 67 % des voix.

Cette troisième réunion paritaire a été fixée au lundi 25 Septembre. Jeudi après-midi, une réunion des ETAM (le personnel non ouvrier des ardoisières) C.G.T., C.F.D.T., F.O. se prononçait pour une grève à partir de lundi. Le vote à eu lieu, comme pour les ouvriers mercredi, à bulletins secrets (86 % des votes favorables à la grève). Fait important : les

ETAM se sont prononcés pour la non hiérarchisation des primes mensuelles demandées, rejoignant ainsi sur ce point les revendications ouvrières.

Enquête A.P.L

## WARIN :

## UN PATRON PLEIN D'HUMOUR!

Après son échec provisoire pour licencier un délégué CGT en l'accusant d'avoir volé des sacs sur un tas d'ordures, le patron de Warin (Zone Industrielle de Vertou) n'est pas pour autant découragé. Il vient de se rappeler d'une affaire qui date de 4 mois.



Mais maintenant le directeur va plus loin, il accuse cette même personne de lui avoir dégonflé les pneus de sa voiture... le 6 juin 78 à minuit 10!!!

Il vient donc de déposer une plainte, bien sûr il prétend avoir reconnu formellement le mari de la gréviste.

Pendant la grève le mari d'une gréviste venait de temps en temps voir les employés en grève pour les soutenir. A l'époque le patron de Warin avait téléphoné à l'employeur de cette personne et

avait ainsi obtenu une mise à pied de 8 jours (un bel exemple de solidarité entre patrons).

Le directeur compte bien faire payer cher la grève que ses employés ont osé mener dans SON usine. A quand la prochaine plainte?

enquête APL

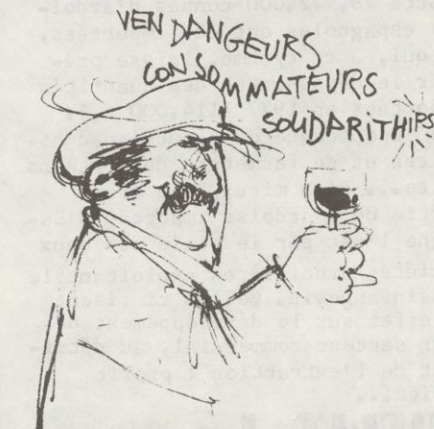
## VENDANGES :

## les raisins de la colère...

Chaque année, les vendanges attirent de nombreux jeunes dans le vignoble, pour la plupart étudiants ou chômeurs. C'est une occasion pour ces derniers d'avoir un travail pour quelques semaines. Certains ont peut-être déjà travaillé au cours de l'été sur la côte ou ailleurs.

Il est à noter que la saison des vendanges ne ressemble pas tout à fait à la saison sur la côte. Les viticulteurs ont besoin de main-d'oeuvre pour rentrer leur récolte. Ceux-ci ne disposent pas tous d'un revenu important, mais ce n'est pas aux salariés de résoudre les difficultés des viticulteurs. Ceci appartient à l'organisation de la profession. Il est donc normal que les lois sociales soient respectées dans l'intérêt des vendangeurs comme des viticulteurs.

Le saisonnier a les mêmes droits qu'un travailleur à plein



temps. Pour de nombreux motifs: retraite, droits aux indemnités de chômage, accidents, toutes les heures doivent être déclarées. Les chômeurs n'ont pas à annuler leur dossier: il reste en attendant le travail saisonnier.

Pour ces jeunes qui viennent faire les vendanges, c'est une occasion de découvrir le milieu viticole et le travail de salarié.

Pour mettre en commun les découvertes sur la vie des vendangeurs, l'ambiance dans les équipes, les conditions de travail, le M.R.J.C. invite les vendangeurs à se rencontrer aux permanences vendanges qui auront lieu:

- Au Landreau, Salle Communale, tous les mardi soir à 20h 30.

- A Maisdon-Sur-Sèvre, Salle Paroissiale, tous les vendredi soir à 20h 30.

La première permanence aura lieu le mardi 26 septembre 1978.

Nous proposons: - un montage diapos sur la saison  
- un spectacle de marionnettes sur les vendanges et le vignoble nantais  
- etc...

Nous pourrions en discuter et nous détendre.

M.R.J.C. Vignoble.



# normaliens

## la rentrée normalisée

Après les différentes actions rappelées dans "l'APL" de la semaine dernière, visant à informer les enseignants, les parents et plus généralement l'opinion publique, sur les difficultés de la rentrée scolaire (150 normaliens, 120 remplaçants stagiaires non employés, de nombreuses classes surchargées) un mouvement d'ensemble devenait indispensable. Toutes les actions de l'AG Normaliens-Remplaçants étaient orientées dans ce sens depuis le départ. Cela s'avérait d'autant plus important que l'inspection académique tentait d'isoler les normaliens en nommant une quarantaine d'entre eux sur des postes de remplaçants hors CAPD. Cette mesure aurait eu comme conséquences immédiates le non-emploi des remplaçants, la non titularisation des normaliens et de régler artificiellement la question des nominations. Couverts par le SNI départemental, 30 normaliens refusaient leur affectation, malgré les menaces répétées de l'IA. (inspection académique)

Lundi 18 Septembre

Une 2ème assemblée générale des normaliens-remplaçants se réunissait (1 centaine de présents). Décision était prise d'organiser une tournée dans les écoles à effectifs surchargés, pour lier les revendications des parents et des enseignants en lutte pour des ouvertures à celles des Normaliens-Remplaçants en lutte pour leur emploi.

C'est dans le sens de la mise en place d'une action unitaire qu'étaient convoquées lundi soir

à Port-Boyer les organisations suivantes : SNI-PEGC, SGEN 1er degré, FCPE, CSF, CSCV, les mouvements pédagogiques GFEN, ICEM.

A cette réunion assistaient également des délégations de parents et d'enseignants des écoles de Carquefou (Picautière et Louis Armand), Port-Boyer, la Botière. Sur la base des revendications communes (abaissement des effectifs ouverture de classes), l'AG des Normaliens-Remplaçants proposait de ne pas se satisfaire de rares ouvertures en commission paritaire mais de mener une lutte d'ensemble sur les effectifs.

C'est à dire :

- un chiffrage par école des besoins en ouvertures
- discussion parents-enseignants sur les moyens à mettre en oeuvre pour satisfaire ces besoins
- coordonner les actions locales et ceci par un mot d'ordre de grève départemental et partout où les ouvertures sont indispensables ; procéder à l'installation sauvage des normaliens-remplaçants

Un communiqué commun (seul le SNI n'a pas signé) mettant l'accent sur la nécessité d'une mobilisation d'ensemble était élaboré, les propositions d'action de l'AG devant être discutées à une réunion le mercredi 20, réunion à laquelle était invité le SNI.

Mardi 19 Septembre

Journée au cours de laquelle se réunit la commission paritaire pour procéder au recensement des besoins et aux nominations.

Bilan de cette commission paritaire : 29 fermetures compensées seulement par 38 ouvertures. Il apparaît d'ores et déjà que ce résultat n'est pas satisfaisant et que les revendications formulées depuis le début du mouvement restent à l'ordre du jour.

Une partie des normaliens vont se voir attribuer des postes en sur-nombre, destinés à masquer la pénurie et en aucun cas ne permettant d'alléger de manière significative les effectifs puisqu'ils ne correspondent pas à des ouvertures de classes. De plus, ces postes aggravent le sous-emploi des remplaçants non stagiaires et retardent la stagiarisation des 120 remplaçants.

Ces résultats de la seconde commission paritaire de mercredi ont confirmé nos craintes : 69 normaliens se retrouvent nommés sur des postes en sur-nombre, pas d'emploi ou presque pour les remplaçants. Cette situation nous paraît inacceptable. En effet, seule une lutte réelle pour l'abaissement des effectifs au CE<sub>1</sub> aurait permis la nomination de tous les normaliens et remplaçants sur les ouvertures nécessaires dans le département. C'est dans le cadre que le refus des postes en surnombre s'imposait, le succès de cette lutte ne pouvait être le résultat d'une action isolée des normaliens remplaçants, mais de l'effort conjugué des organisations syndicales et de parents.



Le bureau départemental du SNI a entériné la gestion de la pénurie, en abandonnant toute lutte immédiate sur l'abaissement des effectifs. C'est pourquoi, il a refusé de couvrir la non-acceptation des postes en sur-nombre.

A la réunion du mercredi 20 à Port-Boyer, le principe des mobilisations locales dans les écoles à effectifs surchargés a été retenu. Des contacts entre parents et enseignants des différentes écoles doivent être engagés et développés. Les organisations présentes (SGEN, CSF, CSCV, ICEM) sauf FCPE se sont engagées à informer, mobiliser

leurs adhérents. Une nouvelle réunion est prévue pour le 28, même heure, même lieu.

L'AG des normaliens-remplaçants réunie le jeudi 21 a décidé de maintenir le contact et de travailler sur les points suivants :

- déterminer la nature réelle de tous les postes attribués lors de la dernière CAPD.
- veiller à la budgétarisation effective des postes en surnombre et à la stagiairisation des remplaçants.
- s'organiser par rapport au CAP. D'ailleurs une réunion normaliens-remplaçants est fixée :

MARDI 26 SEPTEMBRE à 20 H 30 au centre social de Port-Boyer.

Une adresse de contact où écrire:  
JEAN DUPONT  
26 bis, Bd Robert Schumann  
44300 NANTES

AG des Normaliens-Remplaçants

\* CAPD : Commission Administrative Paritaire Départementale, Commission où siègent paritairement des représentants de l'Administration et des représentants syndicaux (en L.At1, il y a uniquement des élus SNI); l'autorité administrative pour la nomination des personnels.

## MIXITÉ TOTALE!

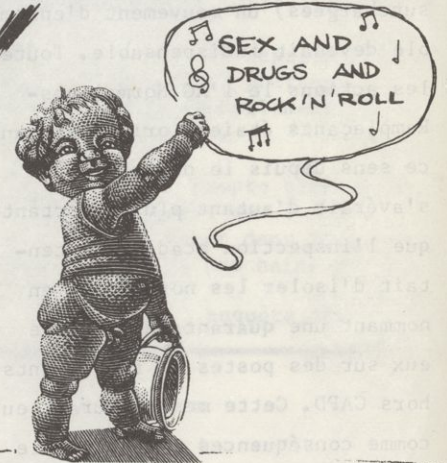
Une cinquantaine d'animateurs de l'U.F.C.V., des C.E.M.E.A, de la F.A.L, F.F.C., F.R. ont formé un collectif à la suite d'une sanction prise à l'encontre d'une équipe d'animateurs de St NAZAIRE qui avait autorisé la mixité totale et l'avait fait savoir.

Ce collectif s'est fixé comme objectif :

- d'impulser le débat sur la mixité et la sexualité en centres de vacances dans les organisations ou les animateurs sont implantés.
- de faire pression pour modifier la loi qui, ambiguë dans les textes est répressive dans les faits.

Avant l'été, le collectif a élaboré une pétition et un questionnaire. La pétition demande aux organisations avec qui les animateurs travaillent de se prononcer clairement par rapport à la mixité en Centres de Vacances (y compris dans les chambres et sous les tentes) et de soutenir les équipes qui sortent de la clandestinité. Le questionnaire a pour but de recenser l'ensemble des pratiques dans ce domaine.

Des débats ont été impulsés dans les organisations, pétitions et questionnaires ont circulé pendant l'été. Ils seront rassemblés lors de l'assemblée générale qui est prévue le mardi 26 septembre à



20 H30 à l'U.F.C.V.  
19 rue Arsène LELOUP  
NANTES.

Cette assemblée fera également le point de la situation et des actions à venir.

Les animateurs de Centres de Vacances intéressés sont invités à rejoindre le collectif.

## REZÉ GREVE A L'ECOLE

Une vingtaine d'enseignants du collège Petite Lande de Rezé (SNES FEN - SGEN/CFOT - SNI/FEN - non syndiqués) sont en grève le jeudi 21 septembre, pour protester contre :

- le chômage de Maîtres Auxiliaires non renommés : 3 collègues enseignant l'an dernier dans l'établissement sont aujourd'hui sans emploi.

- L'existence d'heures d'enseignement non assurées (musique - éducation physique - travaux manuels) et de postes non créés (éducation physique - bibliothécaire - documentaliste).

- Une nouvelle surcharge de travail imposé à plusieurs d'en-

tre eux cette année (plus de classes à faire - heures supplémentaires imposées en éducation physique et sportive surtout).

Les grévistes prennent contact avec les parents d'élèves du CES ainsi qu'avec les enseignants des autres établissements du secteur Rezé - Bouguenais pour la poursuite de l'action dès la semaine prochaine si les 3 M.A sont toujours sans emploi.

# LE MINISTRE DES SPORTS et les mathématiques

Jeudi, environ 200 profs de gym se sont retrouvés à la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports, puis une délégation s'en fut à la Direction Régionale, dans le cadre d'une journée de grève déclenchée par les syndicats d'Education Physique et Sportive: principalement SNEP et SNEEPS (prononcer Snipss) pour les profs adjoints (1), tous deux affiliés à la F.E.N.



Les enseignants en grève s'élèvent contre le "plan de relance" mise en place par le Ministre le 31 août. Pour Soisson il s'agit de mettre en application les 3 heures d'APS de la 6ème et la 2nde et les 2 heures de la 2nde à la terminale (on est bien loin de 5 heures dont on parlait jadis...). Il fallait donc trouver 75 000hd'enseignement à moindre frais. Les mesures prises sont radicales.

**IMPOSER 24 DE PLUS**

1. - La mise en application systématique d'une vieille loi (1950) imposant deux heures supplémentaires.

Non seulement cela pose des problèmes d'emploi du temps mais cela peut aussi conduire à des aberrations pédagogiques certaines classes se retrouvant avec plusieurs profs

Et surtout, il n'y aura aucune création de poste en 1979.

Les étudiants sortant (environs 400 sur 2000 candidats l'an dernier) seront donc sans emplois. Pour les futurs profs adjoints: 450 postes, soit deux fois moins que l'an dernier.

Il est probable que cette décision aura des conséquences dans les U.E.R.E.P.S. (2) au moment de la rentrée universitaire.

- 2. - Rappel des enseignants extra-scolaire - Une bonne partie des profs d'EPS hors système scolaire sont transférés d'office
  - les enseignants d'université: par exemple à Nantes, suppression de 3 postes et restent 3 profs pour 15 000 étudiants!
  - les Centres d'Education Physique Spécialisée (CEPS) sont démantelés: les handicapés n'auront plus droit au sport.
  - l'aide aux clubs et les centres d'animation sportive (animateurs cantonaux) sont réduits.
 Donc, rappel des profs et aussi sous ou non utilisation des équipements sportifs extra-scolaires.

## L'ASSU SABOTÉE

3. - Réduction de l'ASSU (Association Sportive Scolaire et Universitaire).

Chaque établissement est dans l'obligation d'assurer des heures d'ASSU. Les enseignants peuvent choisir: -soit un service d'enseignement complet: 20h -soit faire une part d'ASSU: 17h et 3h (ASSU) (enseignement)

Désormais l'ASSU est réduite d'un tiers. C'est sans doute à terme sa mort, les deux heures devant théoriquement être consacrées: à l'entraînement et aux championnats (particulièrement chargé pour les sports collectifs). Etant donné les contraintes d'encadrement - arbitrages des compétitions, ce serait la disparition de l'entraînement et l'ASSU davantage pratiqué par des élèves appartenant aux clubs.

Le tout allant à l'encontre des objectifs de l'ASSU.

N.B. il ne s'agit pas non plus pour l'ensemble des profs de défendre 100 % l'ASSU vu l'esprit de compétition-rivalité d'établissement etc... qui la traverse.

Les enseignants veulent donc:

- le retour aux anciens horaires (20h - ou 17+3)
- le rapport des heures supplémentaires sur les maitres auxiliaires
- la création des postes en 70
- l'arrêt des transferts

Concrètement les profs en grève refusent d'effectuer les heures supplémentaires et assurent donc leur service normal.

Mais seront-ils considérés en grève, partielle, par l'administration? A suivre...

Rien d'officiel en ce qui concerne l'enseignement privé. Mais la mise en application du Décret y serait très problématique étant donné que les heures réclamées par Soisson y sont déjà effectives, pour certains établissements

Correspondant APL

(1) - Les profs adjoints ont une formation plus courte: 2 ans et 1 an de stage; contre 4 pour les profs qui passent le C.A.P.E.P.S.

(2) - Unité d'Enseignement Régional d'Education Physique et Sportive.



# CARQUEFOU

mon  
amour

CARQUEFOU, commune de 8000 habitants en pleine explosion démographique vient de connaître des heures chaudes avec le premier festival ROCK, JAZZ et FOLK des 16 et 17 Septembre.

10 000 ... 12 000 ... peu importe le nombre de spectateurs présents pendant ce week-end! Ce festival fut incontestablement une belle réussite, surtout quand on examine les conditions de son organisation.

"Né d'un rêve"... de quelques jeunes, désirant faire quelque chose dans "ce désert culturel" qui caractérise Carquefou: petit à petit il s'est élaboré au sein du Club des Jeunes ARVUKER.

"Nous avons voulu prouver que l'organisation d'un festival d'une telle ampleur était à la portée des jeunes".

Aucune Salle équipée sur Carquefou pour une quelconque animation culturelle. La salle de Cinéma (paroissiale) vient de fermer pour des raisons de sécurité.

Aucun animateur culturel...

Alors on comprend dans de telles conditions la prouesse réalisée par cette cinquantaine de jeunes au sein du Club ARVUKER (épaulés par 150 bénévoles) qui de A à Z a entièrement assumé l'organisation de ce festival dont le budget frisait les 200.000 francs!

Ils ont pu, chose n'est pas courante pour être signalée, compter sur la solidarité de la Municipalité qui très vite comprit l'importance de cette manifestation. Certains Conseillers regrettent quand même que les jeunes ne les aient pas consultés avant de se lancer là-dedans. Mais l'auraient-ils organisé, ce festival, s'ils les avaient consultés plus tôt ?

Carquefou - C'est aussi une commune avec un passé rural encore très ancré. Le défilé de plusieurs centaines de jeunes aux cheveux longs a quelque peu inquiété cette population.

Carquefou c'est encore, et surtout maintenant, la banlieu

Il s'est passé en effet beaucoup de choses ce week-end à Carquefou, mais au-delà du spectacle de la foule qui inspira moult formules lapidaires à notre presse locale, on a cru remarquer de la musique, et même de la très bonne musique. Comme on n'est pas des ordinateurs (on à raison), on n'a pas tout écouté, mais ce qui nous a subjugué on aimerait bien le détailler un peu.



résidentielle de Nantes, pas de Z.U.P., pas de concentrations humaines: des petits pavillons coquets dans de nombreux lotissements, des résidences luxueuses (le Housseau, les Marceaux...) dont les propriétaires (médecins, avocats, chefs d'entreprise, cadres...) n'ont pu supporter les décibels de la sono. Aussi les plaintes ont afflué à la Gendarmerie. Pour une fois qu'il se passait quelque chose à Carquefou!

Mais pourquoi ne pas souligner plutôt l'aide efficace de nombreux carquefolliens pour l'organisation de ce festival: membres du conseil municipal (venus nombreux au festival se "rendre compte"), parents des jeunes prêts à donner un coup de main, à héberger tel ou tel groupe de musiciens, à servir au bar...

Des gens sont venus le Dimanche en famille sur le terrain, le service des entrées les faisaient même rentrer gratuitement... ces gens venus ont pu se rendre compte que ce qui s'y passait était sans commune mesure avec les bruits qui circulaient à la sortie de la Messe!

D'abord la formule ROCK and FOLK a vraiment permis - en dehors du "pur" rock et du "pur" folk - l'expression d'une musique en évolution s'échappant du cycle infernal où la médiocrité produit les pires choses. On n'accusera personne de se complaire dans la facilité d'une musique sclérosée mais les faits causent d'eux-mêmes. Les tra la la fille du roi lon la lère font chier tout le monde et le soi-disant style psychédélique alliant à plaisir "les cimetières de feu glacés" au "pharaon doré des steppes échevelées", "les fils de roi, fils de rien" (1) dans un pseudo-réalisme discret et mal digéré ne font plus planer personne.

Alors qu'il suffit de ne rien dire, ou de prononcer si peu, mais de sentir la magie de quelques syllabes scandées dans une harmonie musicale - à en faire trembler Artaud dans son tombeau dans un rôle si génial pour qui un BLOOM envoie au 7ème ciel des gens "pas 10 000 jeunes", pas une masse, mais peut-être beaucoup de têtes hallucinées. BLOOM, une musique que le technicien n'arrive pas à comprendre; la rigueur de la trame musicale surprend devant la fluidité de la mélodie qui t'accolle naturellement.

Ca vit, ça vibre, naturellement, c'est suffisamment solide pour intégrer le jeu de scène de Dominique Malherbe en rythme avec ses incantations, ses poses saccadées, faisant corps avec la musique et sachant pourtant s'effacer devant un guitariste discret, figé sur sa guitare, mais d'une sensibilité peu commune dans sa parole instrumentale.

Rien de comparable avec l'exubérance stérile de nos professionnels de la scène. Entre un Abrial (Patrick me dites-vous) qui trouve un "créneau" dans le rock d'un LITTLE BOB STORY qui persiste à crever de chaud et de laideur dans son uniforme de cuir rouge, le vedettariat c'est l'abnégation, il faut tout exploiter - plus t'es affreux, plus on te regarde. Remarque, qu'à force de prendre le public pour un con il peut devenir méchant. Pourvu qu'on te regarde avant de t'écouter. Tu ne peux pas accrocher avec la musique alors il faut bien trouver autre chose.



Même le beau WERNER (l'habit de plume) a compris ça mais comme il a la chance de jouer une musique qui plaît encore - quoique (pas couac) qu'il ferait bien de faire gaffe à ne pas se mordre la queue, surtout s'il persiste à vouloir chanter, - ça ne se remarque pas trop.

Mais assez de sarcasmes camarade. La musique celtique est parmi nous. Dan Ar Bras, toujours de la bonne musique malgré une fâcheuse tendance à se prendre pour ANGE - dans les paroles dont vous avez pu apprécier une copie non conforme au (1) - qui le déconsidère auprès de ses petits camarades. Le ROCK en rappel surprie d'ailleurs par sa qualité. Un

groupe qui sait montrer qu'à partir d'un bon rock on peut sacrément évoluer tout en gardant ça dans la peau - Yé...

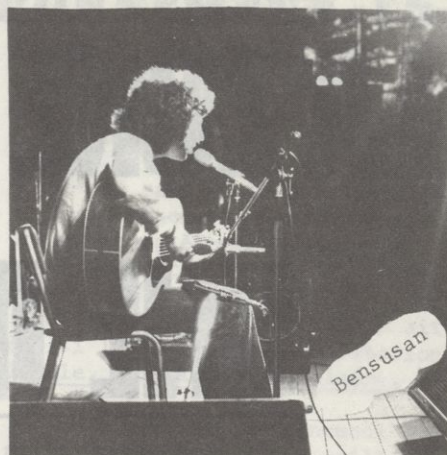
Mais avant tout ce beau monde, avant que le pré ne fût chauffé, bien que ce fût dans la torpeur d'une chaude après midi d'été, il fallut du hard et du costaud. Un bon crû nantais. Téquila fut là - à prononcer très vite sans respirer, un quartier de citron, un peu de sel et hop - vous avalez. Du hard sur une solide base, bourré de solos qui s'étirent à vous crever le coeur. Peut-être parce que c'est un groupe qui monte (il paraît qu'ils avaient travaillé toute la semaine sans prendre le temps de manger).



Téquila vous fait tressaillir par la sincérité d'un rock que le français ne tarit point. Le peu de scène vient si naturellement que ce n'en est plus du jeu. Puis ils respirent la santé, ces petits jeunes, Madame. On les sent tous les trois dans leur musique - même qu'ils composent - et ça vous s'coue (parole de ...t...).

Mais puisqu'on parle de renouveau, parlons de BENSUSAN. Un monument qui ne prend pas de place. Seul il réussit à te redonner un style, à donner une interprétation qu'on dirait si le mot n'avait pas été bouffé par la vermine en mal de créer de vieux-nouveau - un style qui n'a rien à envier à ses ancêtres de la java ou de la valse argentine.

En principe, accordé au ré, à la recherche d'harmoniques, utilisant à fond les ressources de la gamme, une sacré technique pour donner l'interprétation la plus fluide, la plus naturelle d'une musique qui résonne et sonne dans une nouveauté toujours surprenante et belle.



BENSUSAN semble faire partie de ces gens capables de redonner vie à n'importe quelle musique usée par la dure érosion des (3) ans ah - aha!

Car, les amis, ce fut bien de renouvellement qu'il fut question dans ce festival et la cassure fut très nette entre les imposteurs et les autres.

Et les quasi premiers seront les derniers. Bien avant un WEIDORJE, aux accents de magma quoique plus rythmé, plus de piano que de cuivres - bien avant que la brume enveloppe tout ce beau monde. Un groupe dût essayer les difficiles réglages de la sono. DUNE, groupe nantais, dont les 6 musiciens tentaient dans le style free-jazz pour donner une idée - un difficile démarrage. Une musique où domine la flûte traversière sur un rythme très libre, jusqu'aux morceaux acoustiques qui - il est vrai - pour un public de festival - très mobile entre le bar et les folles "esbaudillardes" sur l'herbe jaunie d'un pré un peu trop rectangulaire a parfois du mal à passer. Une musique qui donne l'impression de se chercher, un peu, de chercher dans ce qu'il y a de meilleur et promet du très, très bon...



Correspondant APL

# LA ZONE VERTE DU PELLERIN

## UNE IDÉE A SUIVRE ...

Le Comité de Défense du Pellerin a organisé du 13 juillet au 16 août un grand camping gratuit sur les 280 ha prévus pour la centrale nucléaire.

Le camping a été directement inspiré des schémas d'aménagements officiels prévoyant la région du Pellerin "ZONE VERTE", ballon d'oxygène entre Nantes et St. Nazaire.

Des subventions pour soutenir le projet d'animation ont été demandé à 30 Mairies autour du Pellerin et à une trentaine de Comités d'entreprises des usines de la région. Pour l'instant, nous avons reçu très de réponses des Mairies: seules celles de Cheix et du Pellerin ont subventionné le projet; aucun comité d'entreprise n'a répondu.

Ce sont les agriculteurs du site qui ont prêté les terres s'organisation dans leur exploitation pour les laisser libre 1 mois durant. Ils ont été favorablement impressionné par la tenue du camping tout au long de la Zone verte et sont tout à fait prêts à remettre leur terre à la disposition d'une telle initiative.

300 personnes sont donc venus camper là. Sans compter les dizaines de tentes installées le long du Canal de la Martinière pendant tout l'été et encore maintenant pour les beaux week-ends de septembre, lieu privilégié des pêcheurs à la ligne. Des Camps de Jeunes: Vertou, Le Clion sur Mer, Nantes, des familles, et des jeunes sont venus planter leurs tentes.

### demandez le programme

Les animations prévues ont été réalisées:

- tous les jours on pouvait s'initier au Canoë Kayak. Cette activité s'est terminée par la descente de l'Acheneau à St. Pazanne, Club venu soutenir la lutte contre la Centrale.

- des vélos prêtés pour l'occasion ont permis de nombreuses balades y compris pour les enfants

- bals et fest-noz ont eu lieu avec de petits orchestres locaux

- promenades en barque entre Cheix et Le Pellerin avec des habitants de Cheix.

- promenade ornithologique dans les marais.

et aussi toutes sortes d'initiatives réalisées par les campeurs:

\* un dîner de pigeonneaux, animé par un historien du pays de Retz

\* visite chez des agriculteurs lors des promenades en vélos

\* des cortèges en ville pour faire connaître la zone verte.

Le Comité a organisé deux débats sur le nucléaire avec:

- des personnels du GFA de Flamanville
- des basques de "La Commission de Défense d'une Côte Basque non Nucléaire" (Bilbao).

### flamanville

Les agriculteurs de Flamanville ont rapporté les points marquants de leur lutte: Les pouvoirs publics exploitent très vite et à fond l'accord des élus locaux, pour implanter très vite cette centrale. Les opposants étant montré du doigt, et jusqu'à menacé de mort. Et aussi comment les engins à la solde d'EDF s'y sont pris pour les expropriations. Et avant même que les résultats des recours en Justice soit connus toute la terre arable du "site" avait été enlevé et jettée à la mer sous les yeux des agriculteurs!

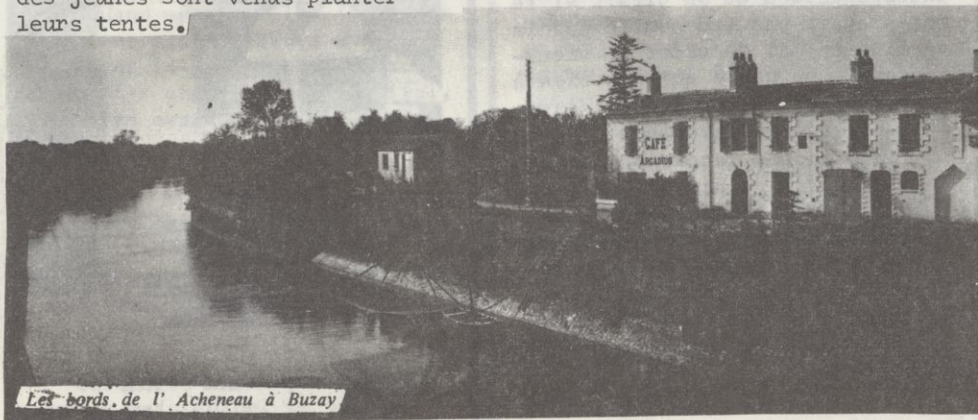
La fin du débat a porté sur La Hague à partir d'un montage réalisé par F R 3 en novembre dernier. Pour chaque moment du film des précisions ont été apportés et en particulier l'agrandissement de La Hague qui serait entièrement financé par le Japon, et pourtant les méthodes de retraitement seraient toujours aussi artisanales qu'il y a 10 ans!

### lemoniz

#### pays basque espagnol

Les basques ont expliqués comment ils en sont arrivés à faire des manifestations de 50 000 personnes et 180 000 personnes aux portes de la Centrale Nucléaire de LEMONIZ:

"Notre lutte n'est pas une lutte contre le nucléaire en général, mais contre la Centrale Nucléaire de Lemoniz, problème concret qui se pose à nous et qui permet de faire une mobilisation la plus large et la plus populaire possible" disent les basques.



Les bords de l'Acheneau à Buzay



Le projet de LEMONIZ remonte à 1968 et le début des travaux à 1972. A ce moment la population ignorait totalement ce qui était en train de se construire (Francisme total). C'est au moment du projet de EA et DEBA que LEMONIZ a été vraiment connu et que la lutte contre les 2 projets et Lemoniz a commencée (1974).

La Commission d'une Côte Basque non Nucléaire débute à ce moment là et se rend bien vite compte qu'il n'y a aucune autorisation légale, officielle, pour la construction de LEMONIZ. Donc aucune surveillance sur la régularité de la construction.

La Commission décide donc de faire tous les recours légaux possibles. Mais des documents disparaissent, le silence complet des autorités s'installe... ainsi est mise en évidence la violence institutionnelle. C'est ainsi que s'organiseront de grandes manifestations.

L'expression populaire est claire quand 180.000 personnes sont aux portes de la Centrale, y compris les pêcheurs pour barrer la mer!

Dans ce contexte est intervenu, plus tard, l'attentat: une bombe a été déposée dans le coeur même de la Centrale, dans l'échangeur de chaleur, semble-t-il, entre le turbo alternateur et le réacteur. Les effets de l'explosion sont très graves. Les Américains, par Westinghouse interposé, ont bien vite repris le réacteur endommagé, échange standard. Science oblige.

Par contre, les effets secondaires dans la Centrale même semblent beaucoup moins étudiés:

IBERDUERO (Compagnie privée d'électricité) continue imperturbablement ses travaux. La 1ère tranche n'a pas pu être mis en fonctionnement au temps prévu. De toute façon, même sans la bombe, l'uranium n'était toujours pas arrivé en juillet, aucune compagnie maritime ne voulait prendre de risque!

Les basques disent: NON - NON - NON - A la Centrale Nucléaire de LEMONIZ!

La Zone Verte s'est terminée par une grande journée de fête à laquelle Kergrist, Ferchaud, Paul Nelley, et Gilles Servat ont accepté de participer en soutien à la lutte du Pellerin.

1000 personnes environ étaient présentes, et pour beaucoup de gens du coin, en plus des campeurs.

## bilan

300 personnes en un mois ça paraît peu, surtout quand on fait le compte des participants venus d'ailleurs que Nantes: la quasi totalité en dehors des camps.

Il semble que le projet ait été mis sur pied un peu tard. Bon nombre de gens ont déjà prévu leur vacances quand arrive mai.

D'autre part, le projet n'a sans doute pas suffisamment été expliqué et discuté puisqu'une ambiguïté a régné pendant toute la zone verte:

- De son côté, le Comité du Pellerin insistait sur un camping gratuit ouvert à tous, antinucléaires ou non puisqu'il s'agissait avant tout de défendre cette région: sa zone verte, avec quelques propositions d'animation mais pas trop, pour que chacun s'organise les vacances comme il voulait

- D'autre part les "antinucleaires" auraient souhaité ce

camping sous forme de grand rassemblement, carrefour des animations écologiques (les énergies douces, etc...)

C'est sans doute une des raisons pour laquelle Nantes était presque complètement absent de cette initiative.

Il semble que le Pellerin ait choisi la voie d'une mobilisation locale, mais large, populaire.

Cela demande certainement aux militants de Nantes une meilleure connaissance de la population de Cheix et du Pellerin et des alentours, et non de se faire bien vite un avis, de loin, sans savoir.

La Zone Verte aurait dû permettre aux militants extérieurs au Pellerin une telle rencontre, en participant, et en prenant des initiatives de rapprochement. Elle l'a permis, pour certains: mais pas suffisamment, faute de participants.

Et maintenant? Le site de Plogoff, dans le Finistère, qui paraissait abandonné - opposition de la population locale, barricades - est de nouveau dans les projets d'EDF et des élus bretons (Conseil Economique et Social). Une grande manifestation régionale prévue cette semaine: au Pellerin, on fait les banderoles, un car part pour le Finistère.



## TRANSPORTS DANS LA VILLE

ecologie 44



Ecologie 44 organise une réunion débat à propos des transports dans l'urbanisme:

- peut-on être contre toutes les autoroutes?
- quel avenir pour le train? (tarif, train grande vitesse)
- péage et stationnement payant
- alternatives et pratique écologique des transports.

Le 2 octobre 1978, 32, Quai Malakoff, Nantes (en face du stade Marcel Saupin).

# CALENDRIER

## Mardi 26 Septembre

- 20h30 Permanence MRJC vendanges au Landreau salle communale cf p.8
- 18h30 Réunion Groupe Femmes Nantes Nord, 41 route de la Chapelle

## Jeudi 28 Septembre

- 20h30 Réunion de rentrée du Réseau Innorganisé, Fraternité 3 rue amiral Duchaffault

## Vendredi 29 Septembre

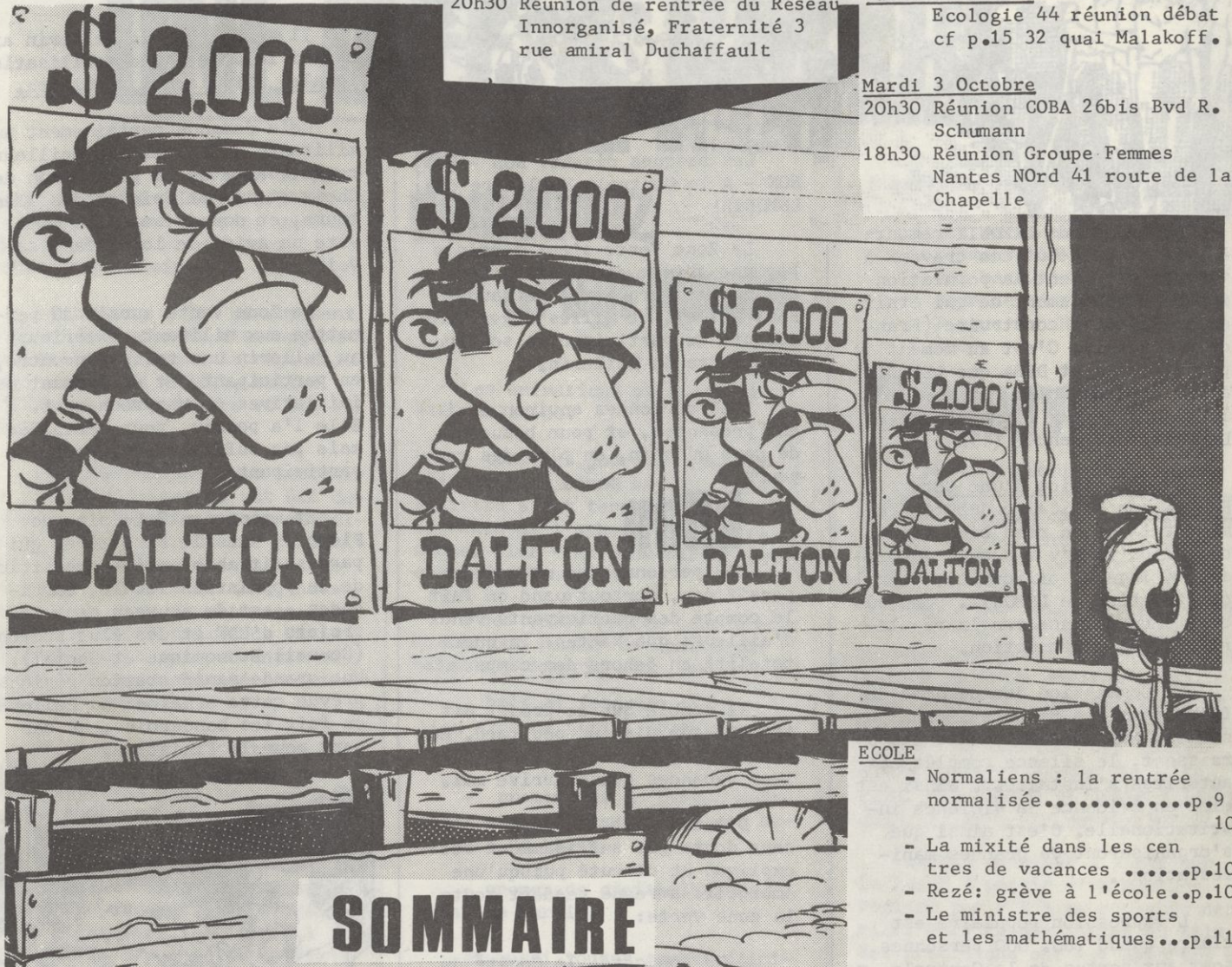
- 20h30 Permanence MRJC vendanges, à Maisdon sur Sèvre salle Paroissiale
- 20h30 Réunion Comité ex-stagiaire Barre Centre Social de Mala Koff.

## Lundi 2 Octobre

- Ecologie 44 réunion débat cf p.15 32 quai Malakoff.

## Mardi 3 Octobre

- 20h30 Réunion COBA 26bis Bvd R. Schumann
- 18h30 Réunion Groupe Femmes Nantes Nord 41 route de la Chapelle



# SOMMAIRE

**DIVERS** .....p.2

## PAYSANS

- Mort à crédit .....p.3-5
- Les errata de Libé.....p.5
- Affaire Guérin.....p.6

## OUVRIERS

- Patron mettez ça sur l'ardoise .....p.7-8
- Warin: un patron plein d'humour .....p.8

## ECOLE

- Normaliens : la rentrée normalisée.....p.9 10
- La mixité dans les centres de vacances .....p.10
- Rezé: grève à l'école..p.10
- Le ministre des sports et les mathématiques...p.11

## CULTURE

- Carquefou mon amour ...p.12 13

## ENVIRONNEMENT

- La zone verte du Pellerin, une idée à suivre.p.14 15

# ABONNEMENT.....APL.....

- Un trimestre :  12 numéros : 25 F Soutien : 40 F
- Un semestre :  24 numéros : 50 F Soutien : 80 F
- Un an :  48 numéros : 100 F Soutien : 150 F

NOM : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

- 3 numéros gratuits  8 numéros 10 frs

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal

## REUNION DE REDACTION

le vendredi: 21 h  
 ouverte à tous.

## PERMANENCES

Tous les jours: 17-19 h  
 Téléphone: 76 26 33